

L'EUROPE EN BREF



Lettre d'information bimensuelle de la délégation
Auvergne - Rhône-Alpes à Bruxelles



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

N°78 du 3 juin 2019

UNE

ÉLECTION DES NOUVEAUX EURODÉPUTÉS



Résultats des élections européennes : un Parlement recomposé.

Du 23 au 26 mai 2019, les élections européennes étaient organisées dans les 28 Etats membres pour désigner les 751 (705 après le Brexit) eurodéputés qui siègeront au Parlement européen à partir de juillet.

Premier résultat marquant du scrutin, le taux de participation est en hausse : 50,5% dans l'UE et 50,12% en France, contre 42,43% en 2014. Autre résultat notable, l'équilibre politique du Parlement européen est sensiblement bousculé à l'issue du vote. Les deux principaux partis, le Parti populaire européen (PPE) et les Socialistes & démocrates (S&D) ont perdu la majorité absolue dont ils disposaient dans l'assemblée européenne depuis 20 ans, avec la montée des partis eurosceptiques, populistes et des Verts. Les libéraux de l'ALDE sont la troisième force de l'hémicycle suivis par les Verts/ALE (alliance libre européenne).

Pour la France, ce sont 74 eurodéputés qui ont été élus le 26 mai, auxquels pourraient s'ajouter 5 députés supplémentaires en cas de départ du Royaume-Uni. A noter que parmi les eurodéputés français, 6 ont des liens avec Auvergne-Rhône-Alpes.

Dès le 28 mai, les Chefs d'Etat ou de gouvernement devaient se réunir à Bruxelles pour entamer les discussions sur les futurs dirigeants des institutions européennes au vu des résultats de ce scrutin, qui sont disponibles [ici](#).

ARTICLES

WIFI4EU : RÉSULTATS DU DEUXIÈME APPEL À PROJETS



3 400 candidatures ont été sélectionnées dans toute l'Europe.

La Commission européenne a publié le 15 mai dernier [la liste des 3 400 municipalités](#) (communes et intercommunalités en France) qui sont parvenues à décrocher un coupon de 15 000€ pour installer gratuitement des bornes WIFI dans des espaces publics de leur commune. Sur plus de 10 000 municipalités candidates, 6 200 ont déjà été sélectionnées dans le cadre des deux premiers appels qui, pour rappel, fonctionnent sur le principe « premier arrivé, premier servi ».

En France, on enregistre, au terme de ce deuxième appel, 421 communes lauréates parmi lesquelles 33 communes dans notre région, soit environ 13%. C'est le département du Puy-de-Dôme qui arrive en tête avec 8 communes sélectionnées, suivi de près par l'Allier et l'Isère avec 7 communes chacun.

Un nouvel appel est prévu en 2019 et sera annoncé [sur ce site](#).

SAUVONS LES ABEILLES !



La Commission européenne [a décidé, le 15 mai dernier](#), d'enregistrer une nouvelle Initiative Citoyenne Européenne (ICE) sous l'intitulé « Sauvons les abeilles ! ».

Protéger la biodiversité et améliorer les habitats des insectes sont les deux axes majeurs de cette Initiative citoyenne européenne que les initiateurs espèrent mener à terme. Ils ambitionnent en effet de conduire la Commission européenne à proposer des décisions contraignantes en faveur de la biodiversité tant à travers la politique agricole, que la réduction des pesticides, la préservation des zones naturelles etc. Pour soutenir cette initiative, [c'est ici](#).

Rappelons que la réglementation concernant les initiatives a été [revue](#) en fin d'année dernière et que [le nouveau règlement](#) entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2020. Actuellement [16 ICE](#) sont en cours. Dès qu'une ICE a réuni un million de signatures, et atteint le minimum requis de soutiens dans au moins sept Etats membres, la Commission européenne peut décider d'y donner suite.



SMS ET APPELS TÉLÉPHONIQUES TRANSFRONTIÈRES DANS L'UE : LES PRIX SONT PLAFONNÉS



Depuis le 15 mai dernier, le prix d'un appel vers un autre Etat de l'Union ne peut excéder 19 centimes d'euros la minute (hors [TVA](#)) et un SMS ne peut excéder 6 centimes (hors [TVA](#)).

Afin de diminuer les coûts des communications sur le territoire européen, les prix des appels téléphoniques, des fixes comme des mobiles, ont été [plafonnés](#), ainsi que ceux des SMS. Attention cependant, ces limitations ne s'appliqueront pas aux offres groupées et autres forfaits, incluant d'autres prestations tels que les appels internationaux par exemple. Pour rappel, cette nouvelle réalisation du Marché unique numérique au bénéfice du consommateur a été prévue par [la nouvelle réglementation en matière de télécommunications](#).

POINTAGE OBLIGATOIRE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS ?



Jugeant que la limitation de la durée maximale du travail ainsi que les temps de repos journalier et hebdomadaire relèvent des droits fondamentaux, [la Cour de Justice de l'Union européenne](#) préconise l'instauration de systèmes mesurant la durée du temps de travail journalier.

L'affaire a fait grand bruit en Allemagne : lorsqu'un syndicat espagnol, qui souhaitait connaître le nombre d'heures réalisées par les employés de la Deutsche Bank, lui a demandé de mettre des pointeuses à la disposition de ses salariés, la banque a refusé dans un premier temps, arguant qu'aucune obligation nationale ne l'y contraignait.

Après un long parcours juridictionnel, la Cour de Justice de l'Union a considéré, dans [un arrêt du 14 mai dernier](#), que seul un instrument mesurant le temps de travail journalier permettait d'attester de manière précise et fiable des heures réalisées par les employés, qui peuvent alors faire respecter leurs droits, le cas échéant auprès des instances nationales. Les Etats membres sont désormais invités à réviser leurs législations et pratiques nationales en conséquence.

UNE NOUVELLE PLATEFORME DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE À VOCATION EUROPÉENNE



Développée avec le soutien de la Commission européenne, CODEMOS entend favoriser un dialogue constructif et permanent entre les citoyens et les Régions dans l'Union européenne.

La plateforme [CODEMOS](#), qui vient tout juste d'être lancée, permet aux citoyens et aux territoires dans toute l'Europe de déposer des projets, qui seront ensuite évalués à l'aulne des [Objectifs du](#)

[Développement Durable](#) (ODD) grâce à un algorithme développé par des scientifiques et qui mesure l'impact en termes de réduction de CO2 ou de création d'emplois.

Développée par une start-up avec le soutien de la Commission européenne, la plateforme est partenaire d'[Eurocities](#) et des Nations Unies dans le cadre de leur campagne de démocratisation de l'Union européenne. Elle est actuellement en test dans le cadre du projet européen Solidarity financé par le [programme l'Europe pour les citoyens](#).

RUBRIQUES



LE SAVIEZ-VOUS ?

CONSULTATION PUBLIQUE EN VUE D'UN CHARGEUR STANDARDISÉ POUR LES SUPPORTS NUMÉRIQUES

C'est en 2009 qu'un [protocole accord](#) avait été signé entre la Commission européenne et 14 fabricants de téléphones portables, pour l'adoption d'un chargeur commun. Considérant que le manque d'interopérabilité des chargeurs représente une contrainte pour les utilisateurs, un frein à l'innovation et nuit à l'environnement, la Commission a ouvert, jusqu'au 6 août une [consultation](#) en vue d'harmoniser les règles pour les chargeurs des téléphones mobiles et autres appareils portables. Les futurs chargeurs uniques permettront de bénéficier aux consommateurs et de réduire les déchets électroniques.

CANNES 2019 : 20 FILMS SOUTENUS PAR EUROPE CREATIVE-MEDIA

Ces films seront projetés aussi bien dans le cadre des différentes sections du Festival que des compétitions parallèles : la Quinzaine des réalisateurs et la Semaine de la critique. [Ces 20 films ont reçu un financement total de 1,5 millions d'euros](#) du programme [Europe créative MEDIA](#) au titre soit du développement, de la coproduction ou encore de la distribution. Depuis le lancement du programme MEDIA en 1991, [43 films](#) qui ont bénéficié de son soutien ont été récompensés au Festival de Cannes.



L'EUROPE À VOTRE PORTÉE

Vous avez développé dans votre ville un environnement urbain respectueux de l'environnement ?

L'appel à candidatures pour la capitale verte européenne 2022 et la feuille verte 2021 a été publié. Retrouvez le [ici](#) ainsi que tous les appels à propositions en cours, recherches de partenaires et consultations publiques de la Commission européenne.

Pensez également à consulter les appels à projets du site [l'Europe s'engage en région Auvergne-Rhône-Alpes](#).



DICO DE L'EUROPE

RescEU

RescEU : il s'agit d'une alliance européenne conclue en matière de [protection civile](#). Pour l'heure, seuls 5 Etats membres y contribuent (Croatie, France, Italie, Espagne et Suède), mutualisant notamment leurs flottes aériennes de lutte contre l'incendie et permettant ainsi une réaction rapide et plus efficace en particulier aux feux de forêt. RescEU est entré officiellement en action le 21 mai et est prêt à intervenir cet été. Le commissaire européen à l'Aide humanitaire et à la gestion des crises, [Christos Stylianides](#) a rappelé qu'il s'agissait d'une première flotte, qui devrait recevoir l'appui de moyens complémentaires.

BRUXELLES DANS NOTRE RÉGION



LANCEMENT D'UN NOUVEAU PARTENARIAT DE RÉGIONS EUROPÉENNES « HYDROGEN VALLEYS »

Les Régions leader – dont Auvergne-Rhône-Alpes – lancent le partenariat européen interrégional sur l'hydrogène à Lyon.

Le 22 mai dernier, les Régions Auvergne-Rhône-Alpes, Normandie, Pays-Bas du Nord et Aragon ont inauguré le nouveau partenariat européen « [Hydrogen Valleys](#) » à Lyon, lors du [32^e Symposium du véhicule électrique](#).

La Commission européenne, présente pour l'occasion, a rappelé son soutien à la démarche et la mise à disposition d'un consultant pour animer la plateforme. Paul Vidal, Conseiller régional délégué aux Transports scolaires et interurbains, a rappelé l'engagement initial de la Région Auvergne-Rhône-Alpes dans ce projet qui confirme l'importance des technologies hydrogène pour le territoire régional.

Cette plateforme a vocation à associer des régions européennes pour créer des projets transrégionaux dans le domaine de l'hydrogène. Avec l'appui d'experts, les acteurs publics, entreprises, pôles de compétitivité, centres de recherche et universités implantés sur les territoires partenaires seront invités à participer à l'élaboration puis la mise en œuvre de ces projets.

Le développement de technologies dans le domaine de l'hydrogène est un sujet porté au niveau européen, et les enjeux sont de taille : l'hydrogène permettrait notamment d'améliorer la mobilité verte, et offrirait des moyens de stockage pour l'électricité.





EUROPAJOB S'INVITE AU FESTIVAL EUROPAVOX

Plus de 500 offres d'emploi annoncées pour les jeunes.

Le [festival Europavox](#) financé par le [programme Europe créative-culture](#) est de retour à Clermont-Ferrand du 27 au 30 juin. Profitant de la présence massive de jeunes lors de ce grand rendez-vous musical annuel, [l'Agence Auvergne-Rhône-Alpes-Entreprises](#) propose aux jeunes de rencontrer des recruteurs en direct dans le cadre de la deuxième édition de [l'initiative Europajob](#) du 28 au 30 juin. Le principe : recruteurs et candidats se rencontrent dans une ambiance décontractée autour d'un verre avec pour les jeunes un objectif : décrocher une des 500 offres d'emploi annoncées (CDI, CDD, stages en alternance, jobs d'été ou encore apprentissage).

NOTRE RÉGION À BRUXELLES



SEMAINE EUROPÉENNE DES RÉGIONS ET DES VILLES

Comme chaque année, la Région participera à cet [événement phare](#) (« ex- Open Days »), organisé par le Comité des Régions avec la Direction générale Politique régionale et urbaine de la Commission européenne, du 7 au 10 octobre à Bruxelles.

Auvergne-Rhône-Alpes fera partie d'un consortium piloté par un de ses partenaires régionaux historiques, Malopolska (région polonaise autour de Cracovie), pour l'organisation d'un atelier dédié aux initiatives régionales et européennes permettant de lutter contre le changement climatique et de préserver la qualité de l'air. La Slovénie, la Lombardie, le Val d'Aoste et la Région croate d'Istrie seront également présentes au sein du partenariat qui a été validé récemment. De plus amples informations (date, lieu et nom des intervenants) seront communiquées dans les prochaines semaines.

Délégation de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

62, rue du Trône - B-1050 Bruxelles

Tél. (ligne française) +33 (0) 4 26 73 61 02

Tél. (ligne belge) +32 (0) 2 282 00 20

[Ecrire à la délégation](#)